

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations entre la France et le Gabon, à Libreville le 24 février 2010.

Monsieur le Président de la République, Cher Ali,
Madame, Chère Sylvia,

Mesdames, Messieurs et, si vous le permettez, Chers Amis,

Je dois vous avouer que je suis ému de me retrouver dans ce Palais du bord de mer où le président Omar Bongo me recevait en juillet 2007.

Chacun de ses gestes, chacune de ses paroles traduisaient cette amitié qu'il portait de façon indéfectible à la France et que celle-ci lui rendait.

Il n'est plus là, mais aucun d'entre nous ne peut oublier la marque qu'il a imprimée de façon indélébile à nos relations.

Cher Ali, je n'oublierai pas non plus l'accueil chaleureux, l'accueil fraternel qui nous a été réservé depuis notre arrivée ce matin. J'en ai été profondément touché, car je sais qu'ici, au Gabon, cet accueil, c'est celui que l'on a l'habitude de réserver aux amis de longue date.

Fort de cette amitié, j'ai souhaité que notre relation franchisse un nouveau cap, 50 ans après votre accession à l'indépendance.

Chacun de nous, il faut bien le dire, a bien changé depuis 1960. Chacun a suivi sa voie, mené sa vie. Nos relations, elles aussi, ont changé. Mais comme les membres d'une même famille, nous savons partager ensemble le plaisir d'une relation toujours dense mais jamais banale.

C'est dans cet esprit que j'ai souhaité que, cette année, à l'occasion de notre fête nationale, la France rende à ses amis africains l'hommage qu'ils méritent pour votre contribution à notre liberté.

Le 14 juillet 2010, un détachement des forces armées gabonaises défilera donc sur les Champs-Élysées. J'espère, Monsieur le Président de la République, que vous pourrez faire à la France l'honneur d'y assister à mes côtés. Pour moi, voir les troupes africaines défilier le jour de la fête nationale sur les Champs-Élysées, c'est un symbole, tout simplement pour dire merci, merci de ce que vous avez fait pour que nous restions libres.

Ce cinquantenaire est également l'occasion d'affirmer de nouvelles ambitions et de réfléchir ensemble à la manière de construire notre avenir commun.

Transparence, nous n'avons rien à cacher. Égalité, il n'y a pas d'un côté un petit pays et de l'autre un grand. Il y a deux pays souverains qui ont des choses à se dire et qui ont tant à faire ensemble. Respect mutuel, respect mutuel. C'est à vous qu'il appartient de choisir vos dirigeants et votre président, Cher Ali. Et la France travaille avec vous, la France travaille avec ceux que vous donnez à la tête de votre pays. La France veut vous aider à construire cet avenir, veut le partager avec vous. La France ne veut pas faire d'ingérence dans aucun domaine. La France est votre ami, un ami qui vous respecte.

Il n'y a aucune raison de ne pas se parler franchement, d'égal à égal, sur tous les sujets. Il y en a d'autant moins qu'avec la mondialisation, nous sommes aux prises avec les mêmes défis, l'avenir de notre planète, la nouvelle gouvernance mondiale, la régulation du prix des matières premières, sujet tellement important pour le Gabon et pour tant de pays africains. Peut-on accepter ces cours erratiques, ces marchés non transparents, les prix des matières premières qui passent d'un

excès à l'autre sans que personne ne sache pourquoi, l'absence de transparence sur les stocks :
La garantie que nous vous devons d'un cours minimum pour permettre de financer votre développement. Je le dis d'autant mieux que votre pays, le Gabon, siège à nouveau au Conseil de sécurité des Nations unies. Profitons-en pour établir un dialogue politique fécond.

En 2007, je venais en ami dire aux Gabonais ma vision de ce nouvel édifice. Aujourd'hui, je suis venu - en compagnie des ministres Bernard Kouchner et Alain Joyandet, des parlementaires, des chefs d'entreprises - pour jeter avec vous les fondations de ce nouveau Plan d'action, de ce partenariat stratégique gagnant-gagnant, pour reprendre l'expression du président Ali Bongo. Nous voulons cette relation non pas pour faire des discours mais pour la mettre au service de projets concrets dans le domaine des infrastructures où il y a tant à faire, de la formation, de la mobilisation des banques privées au service des opérateurs gabonais et de la mobilisation des investisseurs français, que j'appelle à développer leur investissement au Gabon. Il faut avoir confiance dans le Gabon, dans son économie, dans son peuple, dans sa stabilité.

A une étape importante de l'histoire du Gabon, Monsieur le Président, la France est fière d'être aux côtés de votre pays.

Elle est désireuse d'accompagner votre volonté de réforme.

Elle est désireuse de renouveler son engagement à vos côtés dans la durée.

Une relation partenariale va maintenant s'instaurer entre nous. Cela ne veut pas dire que le Gabon a vocation à devenir un partenaire de la France parmi d'autres. Nous voulons cette amitié privilégiée, mais nous voulons la mériter cette amitié, par nos entreprises qui se battront pour être les meilleures et par nos projets qui démontreront l'intérêt mutuel.

Cher Ali, Chère Sylvia,

Chers Amis,

A mon tour de vous inviter à lever votre verre à nos hôtes, le président de la République gabonaise et à son épouse, et à l'amitié entre la France et le Gabon.

Vive le Gabon, vive la France.

Vive l'amitié franco-gabonaise.